



RECHERCHE N°10
LA CONSTITUTION D'UN PUBLIC DE L'ALIMENTATION « DURABLE » A
BRUXELLES

Baptiste Véroone
CriDIS UCL

Note de recherche 2016

Résumé : Le thème de l'alimentation « durable » a progressivement été érigé en foyer digne d'attention(s) de la part d'une variété d'acteurs, portant des visions et des pratiques hétérogènes sur le plan du *pourquoi* et du *comment* de la transition du système alimentaire bruxellois. Portant sur des dispositifs d'éducation à l'alimentation durable ainsi que sur des projets d'agriculture urbaine qui mêlent différents types d'acteurs (régionaux, communaux, associatifs, citoyens, entreprises), le but de cette enquête est d'objectiver les types de participations et d'expériences qu'ils produisent chez leurs porteurs et leurs participants. Ici, l'enjeu est de comprendre le processus de production de capacités citoyennes. Parallèlement à l'enjeu de constitution d'un public au sens de Dewey, c'est le potentiel de l'alimentation à être traité comme un *problème public* qui est mis en question. Plus largement, c'est enfin sa capacité à contribuer au projet démocratique qui est en jeu, l'alimentation « durable » ne pouvant faire l'impasse sur l'implication de tous et pouvant même être un thème vecteur de pratiques porteuses des valeurs démocratiques. Mettre ces enjeux à l'aune du contexte actuel de mises en « projet » (du *faire*), de professionnalisation, voire d'entreprenarialisation du thème de l'alimentation durable, constitue alors une question de recherche et un enjeu de société stimulants.

Mots clés : Alimentation durable ; Agriculture urbaine ; participation citoyenne ; engagement ; professionnalisation

#1. Description du projet de recherche

Cette thèse de doctorat consiste en une ethnographie du « mouvement » bruxellois en faveur d'un système alimentaire durable qui, depuis les années 2000, se caractérise par la mobilisation croissante d'acteurs et d'organisations d'horizons divers (encadré 2 en annexe).

L'élan mobilisateur et rassembleur de ce projet urbain, visant la création d'un système alimentaire (*food system*¹) durable (écologique), nourrissant les villes (local), est souvent relayé par des discours naturalisant sa capacité d'inclusion de l'alimentation : « ça touche tout le monde » ; « nous mangeons tous trois fois par jour ». A l'inverse, les collectifs mobilisés butent régulièrement sur le constat que l'alimentation durable ne concerne que la partie la plus favorisée de la population locale. Alors, la question de l'inclusion est au cœur de ce thème en ce qu'elle en fait une condition de son

¹ Un système alimentaire est proche de ce que les anglo-saxons appellent un *food system*, désignant « all processes involved in feeding a population, and including input needed and output generated at each step. Food system operates within and is influenced by social, political, economic and environmental context ». On peut y associer différentes valeurs politiques: conventional food system (agro-industriel), alternative food systems: local, organic, fair trade etc. (Esnouf & al., 2011, p. 60).

élargissement et de son succès en Région Bruxelles Capitale. Elle constitue autant une question théorique, qu'un enjeu pratique de l'agriculture urbaine².

L'enjeu est alors de traiter la question de l'inclusion sous l'angle d'un enjeu de démocratie mais de comprendre dans quelle mesure la transition alimentaire pose la question de la formation d'un « Public » au sens de John Dewey³. De ce fait, on se distance des formulations communes en termes d'*accessibilité* - qu'elle soit informationnelle, spatiale, ou socioéconomiques. Cela revient à prendre pour objet d'étude les efforts déployés par les acteurs en vue de *concerner*, de *faire participer*, d'*inviter*, de *sensibiliser* à la question alimentaire, et d'analyser la propension des dispositifs et projets –notamment d'agriculture urbaine- déployés à être des vecteurs de valeurs démocratiques⁴ et à insuffler un certain « esprit public »⁵ dans les expériences d'engagement⁶ des publics qu'ils engagent (autant les porteurs de projets que les publics invités). En cela on souhaite se détourner du double écueil « enchanté » ou « résigné » des études concernant le pouvoir mobilisateur de l'alimentation durable et nous attacherons à analyser les modalités pratiques de la constitution d'un potentiel public de l'alimentation durable. La question des prises que les projets et divers dispositifs mis en place par les protagonistes de l'alimentation durable donnent à la participation du plus grand nombre de bruxellois me paraît centrale. Trois projets d'agriculture urbaine, soutenue par la politique publique européenne du Feder jusqu'en 2020 constitueront une partie importante de mon terrain (cf. encadré 1 en annexe). Ces projets présentent tous des volontés de professionnalisation et/ou de pérennisation économique. La tension que peut présenter cet objectif avec celui de la participation citoyenne nous paraît constituer une question importante.

L'objectif n'est donc pas uniquement d'analyser dans quelle les initiatives de transition se rendent accessibles, mais plutôt dans quelle mesure, et comment, celles-ci entendent permettre l'accès, accompagner les publics dans une expérimentation d'une citoyenneté ? Avec quels publics et avec quelles modalités, selon quels régimes

² Effectivement, explicitement ou indirectement, ceux-ci sont tous confrontés à des questions très pratiques telles que : comment mobiliser, qui, dans quel but ? Faut-il ouvrir l'espace au public, à quel degré, à qui ? Comment organiser l'espace ? Ces questions corroborent des enjeux à la fois pratiques et symboliques, et impliquent des processus transactionnels (compromis) entre acteurs.

³ « Le public consiste en l'ensemble de tous ceux qui sont tellement affectés par les conséquences indirectes de transactions qu'il est jugé nécessaire de veiller systématiquement à ces conséquences » (Dewey, 2010, p. 63). La constitution d'un public nécessite entre autres l'expérimentation, l'enquête et la formation d'un jugement, la participation à la production de savoir afin qu'il prenne conscience de son existence, participe et vitalise la démocratie.

⁴ Notamment, la philosophe Joëlle Zask a développé un argumentaire mettant en avant les multiples potentialités démocratiques de l'activité de culture (Zask, 2016).

⁵ Eliasoph, 2003

⁶ Dans la même idée, un ensemble de travaux anglo-saxons en sciences humaines, ont conceptualisé les notions de *food democracy* et de *food citizen* à partir de l'observation d'initiatives de circuits courts, de jardins communautaires etc. (Booth & al., 2015 ; Renting & al., 2012).

d'engagements et de citoyenneté ? Promeuvent-elles un pouvoir d'agir ou une simple responsabilisation top-down⁷ ?

Inévitablement, la question de la formation d'un public pose la question de ses frontières d'inclusion/exclusion. Sans réduire la question de l'inclusion à celle de la participation, la question de la participation ne peut être posée en faisant l'économie de ses conditions d'accès, la participation exerçant toujours une certaine « charge » sur ses participants⁸. Autrement dit, la question du « Public » ne peut faire l'économie de celle des publics auxquels il s'adresse⁹. En ce sens, la manière dont est opéré le travail de mobilisation, ou le type de participation institué par des dynamiques interactionnelles au sein de dispositifs de participation précis, ne peuvent-ils pas être à l'origine de dynamique d'inclusion et d'exclusion de certains publics, *ajustés*, ou pas, aux régimes d'engagement requis pour prendre part à la formation du Public. A la question de la capacité de la fiction d'un système alimentaire durable à intéresser les populations locales, ainsi qu'à celle des initiatives de transition alimentaire à se rendre sensible, désirable et attractive à tous, s'ajoute la même interrogation au sujet des régimes d'engagement et de participation subsumée par cette fiction et ces initiatives ? Quels différents formats d'engagements sous-tendent-elles, et dans quelle mesure sont-ils appropriables par tous les citoyens ? Dans quelle mesure les projets se rendent-ils ouverts à des publics non investis, non convertis *a priori* aux enjeux alimentaires durables ? Comment les projets entendent-ils se rendre hospitaliers aux publics qu'ils visent et permettre l'exercice d'une citoyenneté active ? Comment le contexte sociodémographique, l'ancrage territorial, la configuration d'acteurs propres à chaque projet, influent sur le traitement de cette problématique ? En complément, dans quelle mesure les formats d'engagements des protagonistes influent-ils sur la mise en place (ou pas) de telles procédures d'inclusion/ de participation ?

De manière plus générale, décrire les modalités pratiques de la constitution d'un public de citoyens concernés par la question de l'alimentation comme je l'envisage dans cette recherche implique de prendre en compte à la fois les niveaux culturels, organisationnels, et expérientiels des projets d'alimentation durable.

Notons également que le projet urbain écologique et nourricier auquel invite l'agriculture urbaine véhicule une fiction urbaine, une ambiance, un « habiter », ne

⁷ Ici, nous nous référons implicitement aux catégories d'analyse développées par Marie Héléne Bacqué dans son analyse sur la notion d'*empowerment*. Elle y développe notamment trois idéaux types de l'*empowerment*, apparus successivement depuis les années 70, et aujourd'hui coexistant ensemble. D'abord inspirée par l'éducation populaire et le travail social par des figures comme Paolo Freire ou Saul Alinsky, une version « néolibérale », à tendance entrepreneuriale, visant davantage la liberté individuelle et moins la conscience critique et l'action collective, a succédé dans les années 90, avant qu'une dernière acception, « néoconservatrice », fasse advenir l'*empowerment* comme la responsabilité personnelle de sa condition sociale (Bacqué, 2013).

⁸ Charles, 2012

⁹ A titre d'illustration, un certain nombre de travaux en sociologie des mobilisations posent par exemple la question de la politisation des classes populaires, c'est-à-dire de leurs possibilités de leur montée en compétence politique. D'autres travaux en sociologie de la participation citoyenne s'intéressent aux barrières d'accès aux scènes de concertation (Berger, 2015)

pouvant se réduire ni à sa dimension spatiale, ni aux formats d'engagements qu'il intègre. On remarque à ce titre une forme de collusion entre un désir de relocalisation du lien social et d'espaces de convivialité¹⁰, d'implication des citoyens dans les scènes de concertation locale, et une production urbanistiques de l'espace tendant vers la verdurisation des espaces publics et la production maraîchère locale, le développement d'une vision inclusive entre ville et campagne, la volonté de rapprocher les consommateurs des producteurs (circuits-courts).

A l'aide d'une sociologie pragmatiste et interactionniste, attentive à l'action en train de se faire, c'est-à-dire indéterminée *a priori* et contingente des dynamiques interactionnelles propres à chaque contexte d'action, nous observerons au plus près les efforts déployés par les acteurs allant (ou pas) dans le sens d'une participation inclusive (dispositifs participatifs, design urbain etc.), et étudierons (voire évaluerons), dans quelle mesure ceux-ci entendent faire de projets alimentaires des outils de participation, *via* des dispositifs de participation, ou encore par l'aménagement d'espaces et d'ambiances propices.

Grâce à l'observation fine de l'action et à l'attention aux subjectivités des acteurs, nous pourrons également objectiver les contours des controverses (publicisées ou restées privées), des transactions sociales¹¹ entre les conceptions de ces enjeux, sans réifier certaines prénotions prêtées aux différents types d'acteurs¹², mais en les envisageant comme complexes, réflexifs, hésitants, chaque dynamique de projet produisant aussi des effets socialisateurs issus du déroulement des projets.

A ce projet s'ajoute le défi d'un travail interdisciplinaire et de l'intégration d'apports théoriques et méthodologiques d'urbanistes, architectes, et géographes, afin d'envisager certains impensés de la méthode pragmatiste classique : ancrage territorial, design architectural, ambiances urbaines. Enfin, mon projet vise mon implication accrue au sein des projets Feder, en délivrant des pistes d'application, des critiques, à travers une sociologie évaluative de la participation (cf. « posture ») : quels dispositifs sont les plus à même de laisser place à une appropriation de la participation ?

En somme, mes objectifs de recherche se déclinent en trois types de travail : production de savoirs théoriques, expérimentation de méthodes de travail

¹⁰ A titre d'exemple, la stratégie Good Food, impulsé par Bruxelles Environnement, visant avant tout la production maraîchère locale et durable, est sous titrée « mieux vivre, bien manger ». Celle-ci exemplifie bien la collusion entre l'alimentation et la constitution d'un environnement urbain source de bien-être. Les objectifs Feder en matière d'inclusion concernant la programmation 2014-2020 fait aussi appel à l'amélioration du « cadre de vie des habitants » [p. 2]

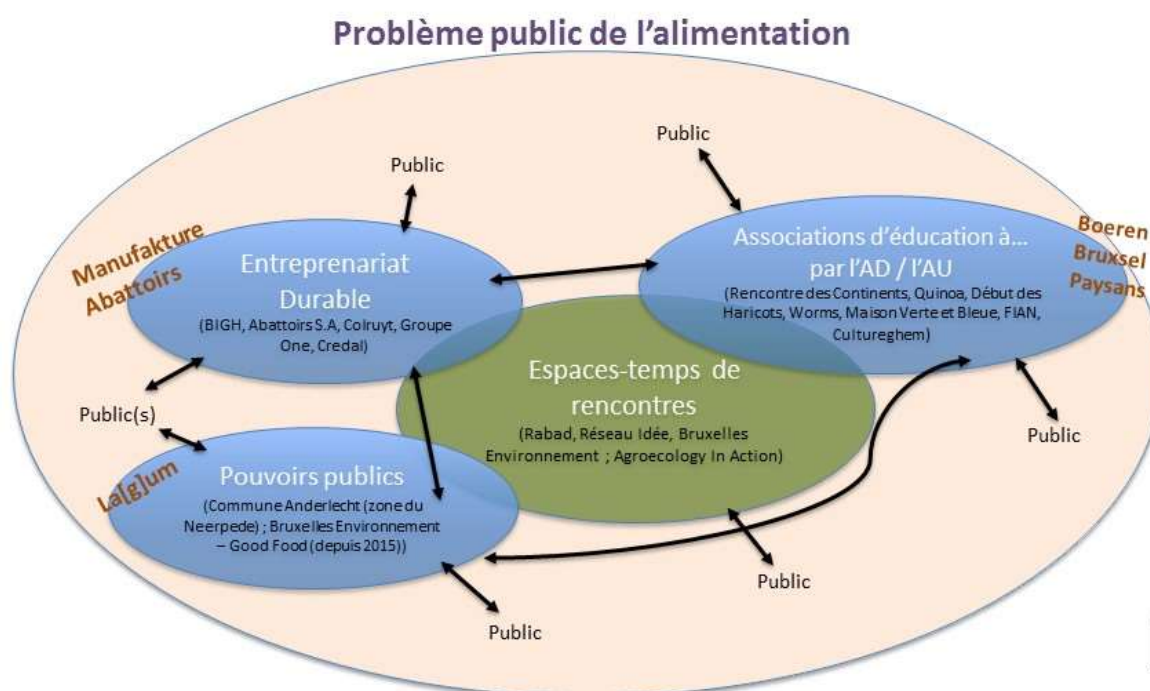
¹¹ La notion de transaction sociale permet de tenir ensemble enjeux politiques et choix techniques, et les processus par lesquels les acteurs s'accordent sur ces aspects (Hamman, 2012).

¹² Par exemple : les militants associatifs viseraient *l'empowerment* radical et la politisation ; institutions publiques feraient uniquement de la sensibilisation informative ; les entreprises se chargeraient de l'insertion professionnelle ou n'auraient que des ambitions économiques ; les collectifs citoyens produiraient de la convivialité, des relations de voisinage vides de politique.

interdisciplinaires, implication dans l'opérationnalité des projets grâce à l'apport d'une réflexivité critique et constructive, ou, autrement dit, d'une sociologie évaluative de participation (Berger, De Munck, 2015)¹³.

Jusqu'ici, j'ai effectué une ethnographie de deux ans au sein d'un réseau associatif local et militant qui s'est saisi de l'alimentation durable pour opérer un travail de mobilisation et de mise en participation citoyenne. Ces associations sont Rencontre des Continents, Début des Haricots, Gasap, Quinoa, Fian, Worms, qui ont toutes développés des modes de sensibilisation et d'éducation utilisant des méthodes expérientiels, participatives, qui soutiennent une dynamique de valorisation des subjectivités et émotions individuelles (du sensible plus généralement), de la créativité (crée ta propre initiative de transition), des liens du proche (convivialité), ainsi que la politisation de l'objet alimentaire.

Mondes sociaux, scènes, publics, et projets d'agriculture urbaine



Les problèmes du Public de l'alimentation « durable » à Bruxelles.
10 Baptiste Véroone

¹³ Le type de collaboration est à ce stade, encore à déterminer en fonction de mon implication au sein de chaque projet et des désirs émanant des acteurs eux-mêmes.

L'encadré 2 fait état d'un réseau d'acteurs à l'architecture complexe est entremêlée. L'exploration des milieux mobilisés fait état d'une grande variété, d'abord en termes de structures, mais aussi selon l'approche de la « durabilité alimentaire » : environnementale, inclusive, locale, saisonnière, souveraine, non gaspillante etc.¹⁴ Puis, selon des ancrages territoriaux et publics cibles distincts (de Uccle à Schaerbeek) ; des conceptions de la transition alimentaire et des modes d'action allant dans ce sens différents : action directe, *community organizing*, éducation, sensibilisation, entrepreneuriat etc. ; enfin, selon divers régimes d'engagement: militant, professionnel, bénévole ; des impacts à différents niveaux du système alimentaire (production, transformation, distribution, consommation, Horeca, gestion des stocks, revalorisation des déchets organiques).

En particulier, mes premières observations attestent que les formats d'engagements ainsi que les efforts déployés (dispositifs participatifs) afin de produire de l'inclusion urbaine, ou autrement dit, un « Public » au sens de John Dewey, sont de leur côté très disparates, voire constituent des impensés¹⁵. On en vient à se demander comment, et dans quelle mesure l'avènement d'un projet urbain écologique et nourricier, porté par un mouvement en faveur de l'agriculture urbaine et de l'alimentation durable, prend en charge la question d'une participation accrue des publics. *Grosso modo*, on peut distinguer un continuum de la participation, allant de l'éducation populaire à la simple campagne d'information.

Ces phénomènes sont également exemplifiés par les projets Feder susmentionnés, ceux-ci constituant autant d'assemblages singuliers d'acteurs/organisations gravitant autour de l'agriculture urbaine et l'alimentation durable : entreprises, institutions, citoyens, associations etc. Chacun d'entre eux constitue une configuration d'acteurs particulière. De plus, les contextes des projets sont sensiblement différents, notamment en termes d'ancrage territorial et de rapports aux publics visés. Alors que chacun des trois projets est confronté à la question de son interface avec le public : degré et modalités d'ouverture du site, concertation avec la population locale et les utilisateurs envisagés, communication vers l'extérieur, etc., leurs efforts déployés pour inviter à participer des publics prennent des tournures différentes. Alors que chaque projet vise un public qui lui est spécifique selon son contexte territorial et ses objectifs propres, la formation d'un « public » suppose des exigences supplémentaires en termes de participation. Elle nécessite un travail, de la part des acteurs portant les projets un travail de mise sous condition d'expérimentation et d'enquête des publics. Ainsi, la formation d'un public est une préoccupation en soi, un problème social dont l'automatisme de la prise en charge dans les projets d'agriculture urbaine n'est pas certaine (cf. plus bas). Par ailleurs, sous l'effet d'un sentiment d'existence d'un

¹⁴ A titre d'illustration, la charte du RABAD ne contient pas moins de dix points de définition différents d'une « alimentation durable » (document non consultable en libre accès).

¹⁵ « la manière dont la question urbaine "environnementale", sur laquelle sont actuellement focalisées les politiques d'éco-développement, menace toujours d'invisibiliser la question urbaine d'ordre social apparue dans les années 1990 et qui interroge, elle, la possibilité pour les grandes villes contemporaines de "faire société" par-delà leurs divisions internes » (Berger, 2013).

mouvement grandissant, plusieurs promoteurs de projets, justifient l'existence d'abord leurs projets par cet « air du temps », et ne font pas forcément des modalités de participation une question problématique, ou qui pourrait être source d'entrave à leurs succès.

Du côté du cadre théorique, chaque pan de sociologie possède une entrée spécifique à ce type de questionnement : les (in)capacités citoyennes et espaces de délibération ; entrepreneurs de mobilisation et dispositifs de sensibilisation ; théorie politique sur la démocratie délibérative et participative ; sociologie des processus d'engagement et activation de la citoyenneté ; études des phénomènes de politisation des classes populaires ; action publique, Etat social actif et responsabilisation ; sociologie urbaine et appropriation de l'espace public. La question d'une participation inclusive est susceptible de dialoguer avec l'ensemble de ces analyses sociologiques. Mon projet désire entrer en dialogue autant avec des recherches portant sur la participation, l'engagement, ou encore l'urbain et l'habiter.

Nous appliquons une démarche pragmatiste et impliquée à ma recherche, par ailleurs commune aux chercheurs du Metrolab rattaché au CriDIS. Celle-ci considère l'action comme unité première de description et d'analyse. En ce sens, la première étape de mon investigation consiste en une plongée dans les univers d'action des acteurs faisant partie de mon champ d'étude, afin de nous confronter aux problèmes pratiques ainsi qu'à leurs subjectivités réflexives. Après cette étape inductive, nous envisageons d'effectuer des allers retours avec les porteurs de projets pour proposer des éclairages et critiques internes sur les processus de participation/inclusion. En particulier, dans une optique d'animation scientifique des projets, nous souhaitons introduire des réflexions au sujet des questions de participation à l'intérieur de ces projets.

Dans une veine inductive et pragmatiste, la première étape d'enquête consiste en une plongée dans les pratiques et conceptions des individus. Au-delà du panorama des types de projets (encadré 2), mes premières observations montrent que les acteurs envisagent cette question de différentes manières et mettent en œuvre des dispositifs, méthodes, organisations internes, types d'engagements, savoirs et savoir-faire très différents pour répondre à cet enjeu. Voici un petit comparatif des trois projets Feder en fonction de quelques points d'attention.

	Contexte et ancrage territorial
Manufakture Abattoir	Le site est ancré dans le quartier depuis 125 ans. Quartier populaire, à forte présence étrangère et moyenne de revenus basse. Marché fréquenté massivement (100 000 personnes par semaine), réputé pour ses bas prix. Création en 2015 d'un « marché gourmand » (Foodmet) afin de sédentariser des vendeurs et d'attirer une clientèle plus aisée. Pourtant volonté affichée de maintenir la population locale dans le quartier (éviter gentrification).
L[ag]um	Le quartier Maelbeek constitue un bassin assez populaire pris en étau entre deux places davantage marquées par une population aisée : Flagey et Jourdan. Le projet jouxte deux supermarchés discount, ainsi qu'une école. Le projet se veut ouvert aux habitants du quartier, pour qu'ils puissent se rencontrer, apprendre et s'inspirer de techniques de cultures reproductibles chez eux.
Boeren Bruxsel Paysan	Situé entre le Nerpeede et le Vogelzang. Faible densité de population aux alentours ; contexte semi-rural. Il y a toute une série d'agriculteurs installés aux alentours. Très peu voire pas de contacts avec eux. Les agriculteurs locaux possèdent principalement des exploitations conventionnelles de moyennes/grandes tailles dont la production sert principalement l'exportation et la nourriture du bétail. Revenu médian au dessus de la moyenne bruxelloise. Région objet d'une politique paysagère et d'une volonté de la commune d'Anderlecht d'y préserver et de mettre en valeur sa biodiversité et sa ruralité. S'y trouvent de nombreuses terres considérées agricoles, mais aussi certains risques/pressions immobilières.

	Partenaires et rôles respectifs
Manufakture Abattoir	Abattoir s.a fonctionne en régie. Constituée de commerçants et de fils de bouchers, elle recourt systématiquement à des partenaires extérieures pour transformer le site. BIG, société intégrée au bureau d'architecture Lateral Thinking Factory, a été engagée Abattoir s.a pour confectionner la ferme urbaine et l'animer ensuite. Les ateliers d'insertion socioprofessionnels à destination de demandeurs d'emploi Groot Eiland exploiteraient le site. La production maraîchère alimenteraient un restaurant sur le toit (gérants encore inconnus). Jo Huygh, architecte mandaté par Abattoir SA pour diriger le masterplan du site.
L[ag]um	Le projet apparaît comme une extension au projet de quartier durable Maelbeek qui prévoit l'aménagement d'un pôle vert dans l'entre deux ponts. Colruyt octroie à la Commune d'Ixelles un droit de superficie sur leur toit pour qu'elle puisse l'exploiter librement. La Mission locale d'Ixelles exploiterait le site dans le cadre d'une formation au maraîchage biologique. Deux centres de l'ULB effectueront une recherche agronomique. Les légumes pourraient fournir l'épicerie sociale de l'asbl Re-fresh.
Boeren Brussel Paysan	Bruxelles Environnement coordinateur du projet ; Maison Verte et Bleue asbl, gestion de l'espace de transformation alimentaire, de l'espace test alimentaire (cuisine professionnelle) et actions de sensibilisation et de mise en réseaux ; Commune d'Anderlecht, gestion de bâtiments et mise à disposition de terrains agricoles (espace test) ; Le Début des Haricots asbl, accompagnement technique et méthodologique des fermiers, gestion de l'espace test agricole ; Terre-en-vue, recherche de terres, étude du potentiel et de la faisabilité d'installation de nouveaux paysans en Région Bruxelles Capitale ; Crédal, accompagnement pour les plans d'affaires et pour la création d'une coopérative de producteurs.

	Aménagements de l'espace et prise à la participation
Manufakture Abattoir	Le site des abattoirs ressemble à un espace hybride public/privé. Beaucoup d'utilisations différentes du site : marché, abattage, badauds, revendeurs de voitures. D'autres fonctions urbaines sont à venir : logements, bureau. Les modalités d'ouverture au public de la ferme urbaine sont inconnues à ce jour. Un ascenseur relie néanmoins le rez-de-chaussée et le toit. Le site en toiture paraît à la fois mis à l'écart, faisant figure d'exception du site, de projet à part.
L[ag]um	Le site se veut ouvert aux habitants du quartier et lieu d'apprentissage et d'insertion socio professionnelle (formation de la mission locale). Le design et les accès au site visent une forme architecturale qui en fait un espace, suffisamment ouvert pour inviter les riverains à entrer, mais suffisamment fermé pour éviter certaines nuisances : squattage, vandalisme.
Boeren Brussel Paysan	Le projet réhabilite plusieurs bâtiments en vue de leur utilisation pour des activités de sensibilisation, de transformation, une cuisine professionnelle. Création d'un « Espace mixte », c'est-à-dire un espace de maraîchage, servant de rencontre et d'apprentissage entre professionnels du maraîchage et débutants souhaitant s'initier. Les environs offrent de multiples possibilités d'activités, déjà en place, de sensibilisation et d'ouverture au grand public : balades thématiques, ateliers cuisine.

	Publics visés / rapports aux publics
Manufakture Abattoir	Le site accueillera les clients du restaurant. Aussi, il servira de lieu d'apprentissage de l'aquaponie pour des publics demandeurs d'emploi, accompagnés par les Ateliers Groot Eiland. Site peu visible de la halle, mais, dans le même temps, celui-ci est largement médiatisée sur le site internet, dans les journaux. La ferme urbaine sert (pour le moment) davantage le rayonnement régional du site (cf. « ventre de bruxelles »). La ferme urbaine corrobore le projet de Foodmet du rez-de-chaussée, qui fait place à un « marché gourmand » où la montée en gamme de l'offre de produits et <i>in fine</i> , de la clientèle sont visées par la société. Le site entend se rendre de plus en plus hospitalier de projets d'alimentation durable, comme ne atteste la récente implantation du Champignon de Bruxelles. Le site des Abattoirs abrite à l'inverse des dynamiques d'animation socio culturelles autour de la nourriture et de la récupération et redistribution d'invendus aux personnes les plus fragilisées du quartier.

L[ag]um	<p>Le projet prend place dans une politique régionale de revitalisation des quartiers (quartiers durables). Celui-ci vise avant tout le quartier et ses habitants. Il vise à produire de l'émulation et de la vie locale autour du potager, ainsi que l'apprentissage de technique de culture. Le projet servira aussi un public de chercheur de l'ULB afin qu'ils puissent y mener des recherches sur ce type de culture. Les modalités d'occupation du terrain ne sont pas encore définies.</p>
Boeren Bruxsel Paysan	<p>Les espaces test agricole sont d'ores et déjà occupés par sept apprentis maraîchers. Le projet vise la mise sur pied d'un « espace mixte », de rencontres et d'apprentissage entre professionnels du maraîchage et débutants. Des activités de sensibilisation et d'animation sont déjà en place au sein de la Maison Verte et Bleue (balades thématiques, ateliers cuisine, rencontres de jardiniers locaux, maraîchage collaboratif sur le Champ-à-mailles etc.) à destination de personnes de tous âges, intéressés par découvrir, profiter du cadre local, et apprendre en matière de culinaire, de maraîchage, et de biodiversité. Le projet souhaite également s'adresser aux agriculteurs environnants pour les sensibiliser à l'agriculture biologique. Un point info pour les consommateurs sera créée, ainsi que l'organisation de marché et d'évènements pour attirer le grand public et y vendre la production locale. Des groupes d'achats en circuits courts ont récemment été mis en place entre les producteurs de l'espace test et la population avoisinante.</p>

Dispositifs de concertation et de participation	
Manufature Abattoir	<p>Des voix émanant notamment d'IEB et du CRU ont donné naissance à Forum Abattoir (deux emploi à mi temps) qui entend servir de « caisse de résonance » à tous les habitants et utilisateurs concernés par le site, à questionner la place de l'abattage. A noter que Forum Abattoir ne s'est pas directement intéressé au projet de ferme urbaine, qui, à leurs yeux, fait figure d'un projet « à côté » (du master plan) mené par une entreprise indépendante. Leur travail concerne surtout la place de l'abattage en ville, le lien avec le quartier, et peu ou prou le cas de la ferme urbaine. Pas d'activités de sensibilisation ou d'animation grand public mentionnées jusqu'ici.</p>
L[ag]um	<p>Dispositifs de concertation avec les occupants du Jardin Gray dans le cadre du contrat de quartier durable Maelbeek. La commune promet une pérennisation de l'accès au site aux jardiniers en échange d'une réduction de leur espace qui leur est réservé et de l'ouverture du site à d'autres fonctions, comme le logement ainsi qu'un espace de jeux pour enfants.</p>

Boeren Bruxsel Paysan	Il y a eu des soirées d'information visant à attirer de nouveaux mangeurs dans le cadre de la vente en circuits courts des produits issus de l'espace test. Il y a aussi des balades thématiques à vélo dans la zone du Neerpede organisée par la Maison Verte et Bleue. L'espace test agricole du projet et le Champ à Mailles accueillent des volontaires ponctuels.
--------------------------------------	--

2. Annexes

Encadré 1 : présentation des projets Feder ciblés par la recherche

L[ag]um (axe 1)¹⁶

Le projet vise la mise en place, sur la future toiture du magasin Colruyt rue Gray à Ixelles, l'aménagement d'un potager. Il servira d'espace pédagogique et expérimental de production maraîchère en collaboration entre la Commune d'Ixelles et l'ULB. Ce projet en toiture prolonge le projet du Contrat de Quartier Maelbeek (qui consiste en l'aménagement d'un pôle vert) avec un espace de production maraîchère d'environ 1.500m² exploité dans une optique de recherche-action avec l'ULB, et offrant aux citoyens un lieu de découverte et d'inspiration à l'agriculture urbaine. Ce lieu sera une vitrine des différentes cultures hors sol possibles et reproductibles par les citoyens. En proposant un espace d'application pour l'agriculture hors sol, cette initiative se veut complémentaire aux formations existantes en pleine terre. Des collaborations sont envisagées avec des formations courtes hors FEDER, et avec des réseaux et initiatives d'asbl impliquées dans l'alimentation durable. Le contrat de quartier Maelbeek compte également réaménager l'espace adjacent au supermarché, actuellement occupé par le jardin collectif Gray. Conservant un espace pour ce jardin, le réaménagement impliquera l'implantation de logements, un mur végétal, une passerelle permettant d'accéder du jardin au toit végétal du magasin Colruyt. Garder un degré d'ouverture suffisant du site figure comme priorité architecturale du réaménagement de ce lieu (accessibilité spatiale).

Manufature Abattoir (axe 2)

Le projet consiste à construire un nouvel abattoir sur une partie non bâtie du site des abattoirs d'Anderlecht. Cette nouvelle infrastructure comportera outre la fonction d'abattoir, un espace d'accueil pour PME centré sur l'alimentation ainsi que d'autres fonctions (logement, accueil d'une association, ferme urbaine en toiture). Le projet fait partie du schéma directeur que la SA Abattoir a établi pour le développement de son terrain (Masterplan). L'objectif est de maintenir une zone d'activité économique ouverte au centre de la ville. Abattoir SA a choisi l'entreprise BIG (Building Integrated Greenhouses), intégré à la société d'architecture LTF (Lateral Thinking Factory), afin de réaliser un projet de ferme urbaine sur les 4000 m² de toit du récent marché couvert « Foodmet ». Il s'agit d'un modèle économique basé sur la combinaison (Aquaponie) de l'élevage de poissons (aquaculture) avec la culture de légumes, de fruits et des micro-pousses et jeune plants hors sol (hydroponie). L'aménagement d'un restaurant avec terrasse est également prévu sur le toit, et sera alimenté par la production maraîchère. Il s'agit de 1800 m² sous serre et 1800 m² en jardins productifs. Les ateliers d'insertion socio professionnelle Groot Eiland, destinés aux demandeurs d'emploi, devraient pour partie exploiter l'espace. Ainsi, BIG et Abattoir

¹⁶ **Axe 1** : renforcer la recherche et améliorer le transfert et l'émergence de l'innovation ; **Axe 2** : renforcer l'entrepreneuriat et améliorer le développement des pme dans les filières porteuses ; **Axe 3** : soutenir le développement d'une économie circulaire et l'utilisation rationnelle des ressources dans les filières porteuses ; **Axe 4** : améliorer le cadre de vie des quartiers et des populations fragilisées

SA entendent faire progressivement du site des abattoirs le « ventre de Bruxelles », ainsi qu'un acteur prépondérant de l'alimentation durable à Bruxelles.

Agrobiopôle, rebaptisé « Boeren Brussel Paysans » (axe 3):

Le projet consiste en l'aménagement d'un pôle agroécologique périurbain durable étalé sur la zone rurale du Neerpede et la vallée du Vogelzang (Anderlecht). Coordonné par Bruxelles Environnement, l'objectif principal est de faire émerger des projets de production et de transformation pour une alimentation locale, saine, de qualité et accessible à tous les bruxellois. Le projet prévoit : la rénovation de nombreux bâtiments ; la mise ne place d'une cuisine et d'un atelier professionnel de transformation, la sensibilisation et l'implication des habitants dans des circuits courts ainsi que sur un espace maraîcher mis à disposition ; l'accompagnement (technique, économique, organisationnel) de candidats agriculteurs sur des espaces test de production maraîchère ; la recherche de terres cultivables en Région Bruxelles Capitale pour faciliter l'accès à la terre. Ainsi, Boeren Brussel Paysans a pour ambition d'intégrer toute la filière alimentation durable, depuis la production sur sol jusqu'à la consommation.

Encadré 2 : Typologie non exhaustive des acteurs investis dans la transition alimentaire bruxelloise. Les projets soulignés font partie de notre terrain de recherche

- Des collectifs **citoyens**, à l'instar des Groupes d'Achat Solidaire de l'Agriculture Paysanne (GASAP – environ 80 à Bruxelles), des potagers urbains, des « villes en transition », des « incroyables comestibles », les mouvements Slow Food.
- Des **institutions publiques**, au premier chef desquelles l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement (IBGE - Bruxelles Environnement). Celui-ci a développé des programmes et stratégies d'action successives depuis une dizaine d'années pour soutenir les changements de comportements en matière alimentaire et développer les filières alimentaires durables. Par exemple, des appels à projets pour développer les potagers collectifs, les composts de quartier, les contrats de quartier durable, ou encore un soutien à la transition des cantines bruxelloises, aux associations d'éducation, des campagnes de sensibilisation et d'information du grand public (anti gaspillage ; calendriers fruits et légumes de saison), des événements (Fête de l'Environnement ; Taste Of Brussels). En 2014, un axe « alimentation durable » a été ajouté à l'« Alliance Emploi Environnement » (AEE)¹⁷, stratégie de développement économique en matière environnementale à Bruxelles depuis 2011. Un an plus tard, cet axe s'est mué en stratégie à part entière, sous le nom de « Good Food ». Celle-ci rassemble l'ensemble des actions de l'IBGE en matière alimentaire, se donne pour objectif d'atteindre 30% de production locale des fruits et légumes consommés à Bruxelles ainsi qu'une réduction de 30% du gaspillage alimentaire d'ici 2020¹⁸. Elle entend agir sur l'ensemble des activités de la chaîne alimentaire : production, transformation, distribution, consommation, déchets.

¹⁷ http://www.environnement.brussels/sites/default/files/user_files/rap_aee-alim_rapport2014_fr.pdf

¹⁸ <http://www.environnement.brussels/thematiques/alimentation/action-de-la-region/strategie-good-food-vers-un-systeme-alimentaire-plus>

- Certaines **communes**, et CPAS, développent aussi des activités de sensibilisation (Commune Ferme à la Ville – Etterbeek), ou de formation et d’insertion professionnelle (formation au maraîchage biologique – CPAS d’Etterbeek), ou soutiennent des épiceries sociales à vocation durables. La commune d’Anderlecht développe depuis plusieurs années un programme de préservation de l’aspect rural de la zone du Neerpede et de sa biodiversité. La commune d’Ixelles entreprend un projet de toiture végétale en horticulture urbaine sur le toit d’un supermarché, rue Gray (projet Feder La[g]um).
- Le **Réseau** des Acteurs Bruxellois pour une Alimentation Durable (RABAD), créée en 2005 et ayant pour objectif principal le réseautage et l’échange d’information entre ses membres, composés d’une grande variété d’acteurs. Le Réseau Idée asbl soutient l’information et la diffusion en Education à l’Environnement (ErE).
- Des **associations** locales, d’éducation à la citoyenneté et à l’alimentation durable, avec par exemple : Le Début des Haricots (agriculture urbaine), Quinoa (coopération au développement), Worms (compostage), Rencontre des Continents (cuisine écologique et politique), la Maison Verte et Bleue (asbl para-communale d’Anderlecht pour la sensibilisation à l’environnement et à l’alimentation durable). L’association Cultureghem crée des activités socio culturelles sur le site des Abattoirs d’Anderlecht avec pour objet l’alimentation saine. Elle organise la récupération et le redistribution d’invendus du plus grand marché de Bruxelles chaque dimanche.
- Des **ONG** internationales, comme FIAN, SOS Faim, CNCD 11.11.11 effectuant davantage un travail de lobbying et des campagnes de sensibilisation au niveau national et international sur les thèmes du droit à l’alimentation et de la souveraineté alimentaire.
- Des **entreprises et/ou coopératives à finalité sociale** : Vert d’Iris (maraîchage coopératif), BIGH (Building Integrated Greenhouses – création de fermes urbaines en ville), PermaFungi (kits de Pleurotes dans du marc de café), Peas & Love (Vertical Farming sur les toits), Le Relais du Triporteur (restaurant saisonnier et épicerie bio), Agricover (coopérative de producteurs), l’Heureux Nouveau (livraison de paniers de légumes à vélo), Au marché Noir (restaurant bio), La Ferme du Chant des Cailles (ferme urbaine écologique et participative), Bees Coop (supermarché coopératif et participatif – Schaerbeek), Le Champignon de Bruxelles (production de Shitake dans les caves des Abattoirs d’Anderlecht). La ferme Peas & Love sur le toit du magasin Caméléon.
- Sept **projets de recherche en co-création**, soutenus par Innoviris dans le cadre de son appel « co-create living labs » de 2015 à 2018 sur le thème de l’alimentation durable. Des centres de recherche s’associent à d’autres structures, privés et/ou publiques pour développer une recherche-action participative, où les utilisateurs sont activement associés au processus de recherche. Dans ce cadre, six projets de recherche sont en cours¹⁹.

¹⁹ La synthèse des projets en cours est consultable ici : <http://www.innoviris.be/fr/documents/synthese-projets-co-create-2015>

3. Bibliographie

BACQUE Marie-Hélène (2013), *L'empowerment, une pratique émancipatrice*, Paris, La Découverte.

BERGER Mathieu (2013), « le développement durable au prisme de la transaction sociale », *Recherches sociologiques et anthropologiques* [En ligne], 44-1.

BERGER Mathieu (2015), « Des publics fantomatiques », *SociologieS* [En ligne], Dossiers, Pragmatisme et sciences sociales : explorations, enquêtes, expérimentations.

BERGER Mathieu, De Munck Jean (2015), « Présentation. Participer, entre idéal et illusion », *Recherches sociologiques et anthropologiques* [En ligne], 46-1.

BOOTH Sue, COVENEY John (2015), *Food democracy. From consumer to food citizen*, Singapore, Springer.

CHARLES J. (2012), « Les charges de la participation », *SociologieS* [En ligne], Premiers textes

DEWEY John (2010 (1927)) *Le public et ses problèmes*, Paris, Gallimard.

ELIASOPH N. (2003), « Publics fragiles. Une ethnographie de la citoyenneté dans la vie associative », in, Cefaï D., Pasquier D. (dir.), *Les sens du public. Publics politiques, publics médiatiques*, Paris, Presses Universitaires de France, pp. 225-268

ESNOUF Catherine, RUSSEL Marie, BRICAS Nicolas (dir.) (2011), *Pour une alimentation durable. Réflexion stratégique duALIne*, Paris, Editions Quae.

HAMMAN Philippe (2012), *Sociologie urbaine et développement durable*, Bruxelles, De Boeck.

RENTING Henk, SCHERMER Markus, Rossi Adanella (2012), « Building food democracy : exploring civic food networks and newly emerging forms of food citizenship », *International Journal of Sociology of Agriculture & Food*, Vol. 19 Issue 3, p. 289-307.

ZASK Joëlle (2016), *La démocratie aux champs*, Paris, La Découverte.